

Impôt sur le revenu

nouvelles mesures fiscales sont maintenant en train de supprimer des emplois malgré les réductions fiscales très importantes annoncées dans le budget de mars dernier. On en a déjà mentionné certains exemples frappants.

L'Aluminum Company of Canada recevra environ 11 millions de dollars grâce à ces dégrèvements d'impôt. On pourrait dire: «Pourquoi pas? Cette compagnie ne pourra-t-elle pas ainsi créer plus d'emplois ou du moins garder le même nombre d'employés qu'à l'heure actuelle?» Le fait est que l'Aluminum Company of Canada renvoie 400 travailleurs à Terre-Neuve, qui a un taux de chômage plus élevé que toute autre province du Canada.

Une autre importante multinationale, que nous connaissons tous sous le nom d'INCO, obtiendra une réduction d'impôt de 10 millions de dollars en vertu du bill C-11; cependant, tous les habitants de la région de Sudbury, Port Colborne et Thompson savent que l'INCO veut renvoyer quelque 4,000 employés.

Northern Telecom, une autre compagnie importante, recevra en vertu de ce projet de loi environ 3 millions qu'elle ne mettra pas à profit pour créer des emplois, au contraire elle mettra à pied 1,000 travailleurs. Noranda Mines recevra environ 5 millions et se propose de licencier au moins 500 travailleurs et peut-être 1,000 ou plus.

En mars dernier et une fois encore dans le mini budget présenté par le nouveau ministre des Finances (M. Chrétien) le gouvernement a négligé de revivifier l'économie, en ne stimulant pas suffisamment la demande en biens durables et en biens périssables ni en nombreux services dont les familles canadiennes ont besoin. En mettant l'accent sur de gros dégrèvements d'impôt en faveur des sociétés, il ne résoud pas le problème de l'emploi et la main d'œuvre demeure inutilisée, comme le prouvent les chiffres officiels et officieux sur le chômage.

● (2042)

Les grandes sociétés ne mettent pas à profit les réductions d'impôt qui leur ont été consenties pour créer de nouveaux emplois, comme le prouve le nombre croissant de mises à pied dans le secteur manufacturier qui ne fonctionne qu'à environ 80 p. 100 de sa capacité. Leurs bénéficiaires, à certains points de vue, sont généreuses, sont très inférieurs à ceux qu'a historiquement connus notre pays lorsque le cycle des affaires qui est traditionnel au Canada, commence à remonter. Le NPD conclut donc que les encouragements à l'investissement contenus dans ce budget ne vont manifestement pas beaucoup aider à améliorer notre économie. Ce qu'il fallait et ce qu'il faut, c'est réduire encore davantage les impôts des contribuables à revenus faibles et moyens et stimuler le secteur de l'investissement de façon à relancer l'économie et accroître les dépenses à la consommation qui devront atteindre un niveau susceptible de rétablir la confiance dans la gestion de l'économie tant au Canada qu'à l'étranger.

Le gouvernement a dit directement et indirectement que de telles réductions d'impôt consenties aux consommateurs pourraient entraîner des niveaux d'inflation encore plus élevés. Il faudrait que ces réductions d'impôt soient vraiment considérables pour qu'il y ait un risque semblable. En effet, notre secteur manufacturier est actuellement loin de produire ce dont il est capable et il est peu probable que la demande générale et globale en biens et services soit telle qu'elle ne puisse être satisfaite, et que par conséquent les prix montent,

[M. Hogan.]

causant ce que nous appelons la spirale inflationniste. Il est plus vraisemblable que ce résultat sera dû à la hausse du prix du pétrole et d'autres produits importés puisque nous sommes devenus un importateur net de pétrole, et que notre dollar a dévalué.

Toutefois, je dirais en tant qu'économiste qu'à la longue, notre taux de change, accompagné du genre de stimulation des dépenses à la consommation dont j'ai parlé, avantagerait notre commerce d'exportation qui, à son tour, relancerait le secteur des affaires mieux que ne le fera le gouvernement qui se borne à nous proposer une affectation inefficace de nos maigres ressources. Autrement dit, le gouvernement cherche trop à stimuler directement le secteur privé en réduisant de plus de 1 milliard de dollars les impôts des sociétés. Malgré tout, ces dernières continuent à nous démontrer qu'elles n'ont pas la confiance nécessaire pour créer des emplois au Canada. En fait, nous constatons que certaines d'entre elles font tout le contraire de créer de l'emploi. L'argent que le gouvernement leur concède pour améliorer leurs liquidités sert, dans le cas des multinationales, à aider des filiales établies dans d'autres pays et à concentrer davantage les entreprises par l'achat de titres d'aures sociétés. Voilà qui est loin de favoriser la création d'emplois. Et pendant ce temps-là, nous accusons un déficit de 10 milliards de dollars en produits manufacturés, un déficit de près de 3 milliards de dollars dans le service de la dette, c'est-à-dire en versements d'intérêts à l'étranger.

Je voudrais maintenant exposer brièvement comment le gouvernement par ses projets de dépenses publiques peut améliorer la situation économique tant dans la région atlantique qu'ailleurs. Il est évident que nous devrions d'abord investir dans l'énergie et la conservation de l'énergie. L'une des raisons qui expliquent les déboires du gouvernement dans ce domaine, c'est qu'il n'a pas su élaborer une politique nationale d'énergie que nous aurions tous endossée. J'ai interrogé à la Chambre le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie); il en a parlé à Toronto en septembre et a repris le même thème à Paris lors de la réunion de l'Agence internationale de l'énergie, après avoir entendu des spécialistes comme le directeur de la Société d'exportation des pétroles du Venezuela. Le ministre a déclaré que toutes les études faites jusqu'à présent révèlent que la dissolution du cartel de l'OPEP entraînerait pour le Canada un déficit importateur minimal de 2 milliards de dollars en 1985. Le ministre s'en est rendu compte un peu tard.

Ma province, la Nouvelle-Écosse, est la deuxième province après l'Île-du-Prince-Édouard à devoir compter essentiellement sur le pétrole, et pourtant le gouvernement qui a créé la Société de développement du Cap-Breton sait qu'en 1985, ou peu s'en faut, la Nouvelle-Écosse devra importer du pétrole à un prix très élevé, comme le disait le ministre du Venezuela il y a deux semaines devant l'Association des producteurs de gaz, à Toronto. En 1985, il nous faudra payer \$20, au taux de 1977, le baril de pétrole. Évidemment, nous ne pouvons en être absolument sûrs, mais il n'y a pas uniquement le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à nous l'affirmer. D'autres sons de cloche nous proviennent également du MIT dont les études n'auraient pas été entreprises à l'instigation du gouvernement, mais plutôt par la CIA aux États-Unis et par l'OCDE, ainsi que d'une source pour qui j'ai beaucoup de respect, le ministre du Venezuela, un grand pays pétrolier qui